

L'invité

La liberté du citoyen au sein d'une économie de marché civilisée

Peter Ulrich *

Il était une fois au début de la modernité les précurseurs d'une citoyenneté éclairée. Leur rêve portait sur une société composée de citoyens libres et égaux qui se considèrent comme tels et se reconnaissent réciproquement le droit de poursuivre leurs propres objectifs ainsi que de définir la *res publica* en tant que citoyens majeurs, et par là de s'entendre sur les règles de la vie en commun. Où en est resté ce projet sociétal d'une liberté générale dans le cadre d'une égalité et d'une solidarité républicaines? Est-ce que les partis qui aiment tant se définir comme bourgeois ont pris congé de ce concept? Ce n'est plus le credo «liberté dans l'égalité des citoyens» qui détermine l'esprit politique mais plutôt le concept dual de «liberté ou égalité». Au nom du libéralisme, on répète le refrain du «plus de liberté-moins d'Etat». Dans pareil débat politique polarisé, les idéaux émancipés des précurseurs de la citoyenneté sont sortis du domaine public. Notre contribution cherche à renouveler la perspective éminemment sociale d'un libéralisme citoyen. L'idée consiste à présenter l'enjeu et non à fournir de solution concrète.

La révolution bourgeoise de 1848 n'a dans aucun autre pays d'Europe été un succès proche de celui de la Suisse. Le libéralisme des premiers bourgeois est un libéralisme républicain, qui lie le sens des affaires des bourgeois au sens politique des bourgeois citoyens. Cette combinaison en fait sa force. Cela tient beaucoup à la tradition fédéraliste et démocratique d'une culture légitimée, dans le sens de Kant et de «l'emploi de la raison publique». Cette évolution de la citoyenneté était une caractéristique de la Suisse, ainsi que l'a indiqué l'historien américain Gordon Craig, dans un ouvrage stimulant⁽¹⁾. La citoyenneté soutenait l'Etat dans la mesure où elle avait appréhendé l'Etat comme une mise en commun républicaine capable de garantir ses biens les plus précieux pour un citoyen libre et souverain, à savoir ses droits de citoyen. Il ne serait jamais venu à l'esprit des précurseurs du libéralisme de dire du mal de l'Etat, de leur Etat, et de l'accuser de tous les maux, comme les libertaires actuels le pratiquent si allègrement.

Cette tendance fatale s'est manifestée avec l'aggravation de la question sociale qui accompagne l'augmentation de productivité durant la seconde moitié du XIXe siècle. L'énorme croissance économique de cette époque n'a nullement résolu les problèmes sociaux – ce qui devrait faire réfléchir ceux qui en appellent à la croissance pour résoudre tous les problèmes sociaux. Pendant que, dans les autres pays européens, le mouvement travailleur, à la fin du XIXe, parvint à s'imposer contre la bourgeoisie, ici c'est grâce au sens commun républicain de ces mêmes bourgeois



* Professeur d'éthique économique, Université de Saint-Gall, directeur de l'Institut d'éthique économique. Son dernier ouvrage, *Zivilisierte Marktwirtschaft*, Herder Taschenbuch, présente les principales idées de son concept d'éthique économique intégrée. Son texte a été développé dans le cadre du groupe Contrepoint (voir encadré)

que l'on put très tôt saluer l'établissement de règles de politique sociale, comme la législation zurichoise sur le travail en fabrique depuis 1859, qui ont permis à la Suisse de s'épargner la misère sociale qui accompagne l'industrialisation de maintes contrées. Mais face au dilemme entre la quête indivisible de son projet de politique d'émancipation et la défense d'intérêts particuliers, la bourgeoisie s'est décidée – qui s'en étonne – toujours plus souvent pour le second. Un libéralisme économique réducteur a plus fréquemment imprégné le sens commun et la quête d'universalisme de la bourgeoisie. Celle-ci est alors

«Il faudrait comprendre que les problèmes sociaux actuels ne peuvent plus être résolus par les recettes traditionnelles, mais par une approche politique innovatrice»

passée d'un mouvement social et progressiste à une force conservatrice, qui délaisse le projet émancipateur d'une liberté générale, c'est-à-dire d'une société de citoyens plus libres, plus égaux et plus matures, qui appartient désormais au mouvement démocratique des années 1860 et 1870. Certes la réconciliation entre libéraux et radicaux démocratiques survint avec la création du Parti radical démocratique, en 1894. Mais l'inégalité sociale croissante au sein de la population avait déployé ses effets avec la création du Parti social démocrate.

Le devoir idéologique, qui s'attache à recouvrir le fatal rassemblement d'intérêts particuliers du projet d'émancipation libéral, tombe désormais dans une rhétorique de marché. Celle-ci s'efforce bien sûr de réconcilier la politique des bourgeois avec l'idéal d'une société bien ordonnée de citoyens libres et égaux. Depuis le virage néolibéral du thatchérisme et du reaganisme, cette rhétorique sert avant tout à cacher la politique économique d'une politique devenue partisane qui n'a d'objectif qu'une concurrence des sites de produc-

tion sur des marchés déréglementés et ouverts. Ceux-ci devraient ouvrir de formidables chances aux pays et aux hommes. L'une d'entre elles réside dans le fait que les conditions-cadres étatiques et les différences de développement du concept d'Etat social peuvent se comparer et s'évaluer selon une pure logique de rendement pour investisseurs. La présence de la politique démocratique et l'horizon temporel implicite d'une société de citoyens libres et égaux peuvent ainsi indirectement être combattus, dans la mesure où elle est renvoyée aux contraintes des marchés globaux.

Cette compréhension du libéralisme réduite à l'économie comporte deux grands points noirs: Elle suppose une opposition de libéral à social et elle mène à une confusion entre politique économique et choix de société, dans la mesure où la liberté générale du citoyen se limite au marché libre.

Il faudrait enfin une fois comprendre que les problèmes sociaux actuels ne peuvent plus être résolus par les recettes traditionnelles, mais seulement par une approche politique innovatrice qui inscrit la société dans une problématique globale. Car notre problème principal, ce n'est pas l'absence de productivité et de compétitivité, mais au contraire l'analyse insuffisante des conséquences sur la société de l'impact d'une économie hautement productive. Ce n'est qu'avec cette approche générale qu'une politique citoyenne aura la chance de se transformer en force de progrès susceptible d'engendrer une société complètement développée. Bien sûr ce choix de politique sociétale n'échappe pas aux contraintes économiques. Mais il ne transforme pas celles-ci en limites de la pensée. Même à l'heure de la globalisation des marchés, les espaces nationaux sont bien présents, comme les pays scandinaves l'attestent. Les partis bourgeois devraient relever les défis socio-économiques actuels et les appréhender comme des devoirs de façonnement de la société et se rappeler ainsi ses propres traditions républicaines et libérales.

Traduit de l'allemand par Emmanuel Garessus

(1) *Geld und Geist-Zürich im Zeitalter des Liberalismus 1830-1869*. Bâle.

Les signataires

Issue de l'initiative du «Réseau pour une économie socialement responsable», Contrepoint réunit 23 personnalités. Ce Conseil suisse de politique économique et sociale vise à remplacer une discussion publique souvent insatisfaisante parce que polarisée par une approche scientifique des différents thèmes de discussion. Les membres suivants de Kontrapunkt ont signé ce texte:

Klaus Armingeon, Uni Berne, Jean-Daniel Delley, Uni

Genève, Hans-Peter Kriesi, Uni Zurich, Philippe Mastronari, Uni Saint-Gall, Beatrix Mesmer, Uni Berne, Hans-Balz Peter, Uni Berne, Peter Tschopp, Uni Genève, Mario von Cranach, Uni Berne, Karl Weber, Uni Berne, Daniel Wiener, Kulturmanager Bâle, Hans Würgler, Uni Zurich.

Le texte complet, en allemand, peut être commandé auprès du secrétariat de Contrepoint à ruth.leibundgut@ecos.ch LT